







CGT, FSU, Solidaires, UNEF

Tous ensemble le 31 Janvier pour l'emploi et les Services Publics

Les derniers chiffres du chômage sont accablants, 420 000 emplois ont été supprimés au dernier trimestre, la précarité explose ce sont plus de 5 millions de personnes qui sont sans emploi ou avec des contrats de travail très précaires et/ou des temps partiel imposés.

Tous les secteurs sont concernés privé comme public.

De nombreux hôpitaux réduisent leurs effectifs et ne peuvent répondre pleinement à leur mission il en est de même dans l'Éducation Nationale, les services des impôts, de la poste, de la culture, des transports....

Les grands groupes annoncent dans le privé des fermetures d'usine alors qu'ils sont bénéficiaires comme à Labso Chimie, Sanofi, Mondi, Segem à Belin Beliet, Virgin...

Même la Monnaie de Pessac service de l'État veut délocaliser une partie de sa production en Espagne pour plus rentabilité.

C'est dans ce contexte que l'accord sur la « sécurisation de l'emploi » avec le patronat vient d'aboutir. Cet accord concentre tous les outils pour le patronat pour licencier sans raison et empêcher les salariés de se défendre.

C'est honteux, scandaleux alors qu'aujourd'hui les jeunes ont besoin de sécurité en terme d'emploi, d'une chance de pouvoir commencer une carrière professionnelle c'est tout l'inverse qui leur est

offert au travers de ces accords avec le CDI intermittent qui est un dispositif pire que le CPE.

Cet accord renforce la flexibilité pour les salariés : planning, temps de travail modifié sans concertation, salaire baissé sans concertation, mobilité imposée etc.

Cet accord c'est la destruction du Code du Travail!

Le gouvernement qualifie cet accord d'historique ! En termes de régression sociale il l'est effectivement !

Les organisations syndicales le qualifie d'accord préhistorique !

La CGT, FSU, Solidaires, UNEF portent d'autres exigences :

L'arrêt des licenciements, l'amélioration de nos emplois, de nos salaires, de notre protection sociale.

Dans les services publics, la MAP (Modernisation de l'Action Publique) se substitue à la RGPP et en dehors de l'Éducation Nationale poursuit les suppressions de postes dans tous les Services Publics (hôpital, DDI, justice, finances...) et précarise les emplois.

Bien au contraire, pour sortir de la crise et relancer l'économie, il faut rompre avec l'austérité et faire d'autres choix :

Le 31 Janvier nous appelons à la grève pour exiger l'arrêt immédiat des suppressions d'emploi et au contraire les créations partout où cela est nécessaire.

Nous revendiquons:

- ✓ Le développement de l'emploi et la revalorisation du travail pour améliorer les conditions de travail.
- ✓ La reconquête de l'industrie et des Services Publics
- √ L'augmentation des salaires, véritable urgence sociale et économique.
- ✓ En France, un salarié sur deux gagne moins de 1 500 € par mois. La misère progresse avec plus de 8,6 millions de pauvres.
- ✓ L'abrogation des jours de carence dans la Fonction Publique et aussi dans le Privé.

Les organisations syndicales CGT, UNEF, FSU et Solidaires appellent les salariés des secteurs public et privé à la grève et à la

Manifestation du 31 Janvier à 11h30 place de la République à Bordeaux

Parcours: Place de la République, Place Gambetta, Intendance, Place de la Comédie.